



Norry Jacobs, directeur du lycée technique des Arts et Métiers : «À tout réformer à la fois, il sera impossible de savoir quelles mesures ont eu un impact favorable».

Vers l'académie Mc Donalds?

Le projet de réforme de la formation professionnelle recèle de réels dangers.

Norry Jacobs, directeur du lycée technique des Arts et Métiers (LTAM), confirme qu'il faut réformer la formation professionnelle mais lance une vive mise en garde contre certains aspects du projet de loi. Il craint une trop forte spécialisation entre formation professionnelle et formation académique et pointe du doigt les risques qui menacent le régime du technicien.

Entretien avec notre journaliste
Alain Kleeblatt

Invités à un débat à la Chambre, les jeunes de lycées luxembourgeois ont exprimé leurs craintes d'être moins bien préparés que leurs camarades formés au-delà des frontières. Comprenez-vous ces craintes?

Je les comprends. Ces craintes, les jeunes les tiennent des médias mais aussi de leurs parents et de leurs enseignants qui les incitent à des meilleures performances en attirant leur attention sur le contexte du marché du travail ouvert à la Grande Région.

Ils savent aussi que ceux qui viennent les concurrencer sur le marché du travail depuis Virton, Thionville ou Trèves n'ont pas les mêmes prétentions salariales - et ne payent pas les mêmes loyers - que ceux qui habitent le Rollingergrund. Les jeunes comprennent très bien l'enjeu!

Les enfants d'aujourd'hui auront plus de difficultés à se faire leur place sur le marché du travail que leurs parents. Le meilleur remède qu'on peut leur offrir, c'est une excellente formation.

De multiples réformes sont actuellement en cours. Sont-elles nécessaires, viennent-elles trop tard ou les réformes se succèdent-elles à un rythme trop rapide?

Les réformes sont hautement nécessaires. Certaines sont prises avec un grand retard, on se devrait d'être plus avancés dans certains domaines. Cela, on ne peut pas le reprocher à la ministre en place, Mady Delvaux-Stehres. Elle a essayé d'assumer ses responsabilités, de faire un maximum dans un minimum de temps. Ce qui entraîne forcément le risque d'erreurs.

Il faut savoir que le système d'éducation n'aime pas être bousculé. Certains le comparent au «mammouth». Il ne doit pas être dégraissé mais il faut le laisser avancer de son pas lent. Il faut des années pour mesurer le résultat d'une réforme dans le domaine scolaire.

Ma crainte, et je sais qu'elle est largement partagée, est celle-ci : à tout réformer à la fois, il sera impossible de savoir quelles mesures ont eu un impact favorable. Mais la ministre a raison : il fallait avancer, poser des accents.

Que pense le directeur d'une école «traditionnelle» de projets-pilotes comme le Née Lycée et Eis Schoul?

C'est vous qui dites école «traditionnelle». Nous sommes un établissement qui, au cours des dernières années, a énormément bougé, a fait évoluer l'enseignement. Beaucoup de méthodes utilisées dans les écoles-pilotes ont été mises en route au sein même du LTAM et d'autres lycées techniques. Certes, certains projets avancent parfois beaucoup plus vite, de manière beaucoup plus radicale. Cela ne me pose pas de problème si chacun sait ce que l'on risque. Il faut rester conscient que certaines méthodes pourront être

évaluées de manière négative. Mais ces mêmes appréciations négatives pourraient s'appliquer à des méthodes que vous qualifieriez de «traditionnelles».

Prenons le cas précis de l'évaluation des élèves, où les notes sont remplacées par la méthode des compétences. Est-ce transposable à tout le système de l'éducation?

Les changements ne se passent pas uniquement dans le cadre d'écoles-pilotes. Au sein du LTAM, depuis le début de l'année, on dispose pour les classes de 7^e d'une deuxième feuille sur le bulletin de classe utilisée pour l'évaluation des compétences. Nous le faisons sur une base volontaire, cela peut avoir des effets positifs.

Mais c'est énormément de travail pour les enseignants qui craignent encore de se tromper. Permettez-moi au passage de remercier mon équipe pour cet engagement.

Le danger, c'est que le ministère ne dispose pas d'équipes suffisantes pour accompagner les nombreux chantiers ainsi engagés. À laisser chaque établissement chercher ses propres réponses, sans ligne directrice commune, on risque de perdre la cohérence à l'intérieur du système national d'éducation.

Une autre innovation est l'enseignement par modules. La solution pour l'école de demain?

C'est une question difficile. Il n'y a pas de solution miracle. Pour nous, l'enseignement par modules n'est pas nouveau, on l'utilise pour le BTS (brevet de technicien supérieur) depuis une quinzaine d'années. Pour ce type d'enseignement, c'est une bonne méthode. Ça l'est aussi probablement pour la formation du futur DAP, l'actuel CATP (respectivement diplôme d'aptitude professionnelle et certificat d'aptitude technique et professionnelle).

Le danger consisterait à également utiliser cette méthode dans les voies pédagogiques préparant les jeunes à des études supérieures, comme le secondaire classique et le régime technique de l'enseignement secondaire technique.

La question de la meilleure méthode se pose aussi pour les techniciens. Sa réponse varie en fonction de la finalité que l'on veut donner à ce régime de l'enseignement.

C'est-à-dire?

Le régime du technicien a, en principe, une double finalité. Prioritairement la préparation à la vie active, et accessoirement la préparation à des études supérieures. Si l'on voit dans le technicien un artisan de haut niveau, alors l'apprentissage par modules est valable. Si l'on voit dans ces jeunes des êtres capables de poursuivre des formations supérieures, de viser plus haut dans leur carrière professionnelle, alors il faut renoncer au système modulaire.

Si le régime du technicien va être intégré dans la loi sur la formation professionnelle, si on lui applique le régime modulaire, alors il est probable que la valeur de ce diplôme sera fortement revue à la baisse! Les universités accepteront-elles des candidats qui sont passés par le système modulaire, qui n'ont jamais passé un examen de fin de cycle?

Généraliser le système modulaire à la formation de technicien, sans passer au moins par un projet-pilote, relève d'une grave erreur.

Photo : pierre matgé



Photo : pierre matgé

«À répondre de trop près aux exigences des patrons, à former des jeunes gens trop spécialisés, on risque de former des chômeurs dès que les exigences du marché vont changer».

Mais qui décide d'orientations aussi fondamentales?

Le projet de loi sur la formation professionnelle a été largement élaboré avec le concours des chambres professionnelles, patronales et salariales. Il n'y aurait rien à y redire, si les voix des enseignants, des dirigeants des établissements scolaires concernés, avaient également été entendues.

Tenez, un exemple : la loi prévoit des «équipes curriculaires» pour établir les profils de différentes formations. Avant même le vote de la loi, ces commissions ont été nommées par arrêté ministériel.

Dans ces commissions, on ne retrouve que 37,4 % d'enseignants, contre 44,4 % de représentants des patrons et 16,6 % de membres des chambres salariales. Apparemment, la présidence sera assurée par le patronat, tandis que les enseignants «n'ont qu'à tenir la plume et bec». Chacun comprend ce que cela veut dire. Cela me laisse pour le moins un sentiment mitigé!

Que craignez-vous?

À répondre de trop près aux exigences des patrons, à former des jeunes gens trop spécialisés, on risque de former des chômeurs dès que les exigences du marché vont changer.

D'ailleurs, si vous demandez maintenant aux patrons quels «profils» ils vont embaucher en janvier prochain, quel nombre, ils ne savent pas donner des réponses concrètes.

Un autre exemple : l'imprimerie

Buck, ou Qatena, vient de licencier 30 personnes. Cela représente quatre classes d'âge dans cette formation spécialisée, dans laquelle par ailleurs notre lycée a très fortement investi.

Revenons à l'un des points qui vous tracassent : l'avenir de la formation de technicien.

Nous avons au Luxembourg moins d'académiciens que dans d'autres pays. Actuellement, la formation de

Si la réforme passe, le choix de poursuivre des études de type universitaire n'existera pratiquement plus. Conséquence : les parents vont diriger leur enfant vers d'autres filières, qui, si elles sont trop exigeantes, risques de conduire à l'échec scolaire. Ou, tout simplement, ces enfants seront scolarisés à l'étranger.

À l'inverse, si l'accès à ce type de formation devient trop facile, il risque d'y avoir pléthore de techni-

rieures. À l'inverse, il y aura un très grand, trop grand fossé entre, d'un côté, le régime professionnel (DAP) et le régime de la formation du technicien (DT), et d'autre part le régime du technique général.

Ce n'est pas le seul aspect du projet de loi qui vous préoccupe.

D'une façon générale, le projet s'éloigne trop de la formation générale. L'un des dirigeants d'une

Mais si l'école n'offre pas des formations «spécialisées», les entreprises risquent de les organiser elles-mêmes.

Parfaitement. La presse vient de faire l'écho que le Royaume-Uni va autoriser McDonald's à décerner ses propres diplômes, équivalents du baccalauréat britannique. Eh bien, l'article 16 du projet de loi dans sa forme actuelle ouvre la porte à de telles formations organisées par des entreprises au Luxembourg!

C'est la mainmise de l'entreprise sur l'école?

Actuellement, le ministère porte le titre «Éducation nationale et Formation professionnelle». Mais, il existe des exemples dans le passé, où la formation professionnelle était rattachée au ministère de Travail. C'était avant la loi de 1979, qui fut le point de départ de l'essor de l'enseignement secondaire technique. C'était la naissance d'un enseignement technique qualifiant et valorisant à côté de l'enseignement secondaire classique. De cette loi il ne va pas rester grand-chose!

Si vous mettez vos enfants à l'école, souhaitez-vous qu'ils soient sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale et de celui du Travail?

Une partie du corps enseignant craint, c'est vrai, la mainmise des chambres professionnelles sur la formation professionnelle. Ce projet de loi creuse le fossé entre formation professionnelle et formation académique. Est-ce ce que nous souhaitons?

«Ce projet de loi creuse le fossé entre formation professionnelle et formation académique»



technicien permet de poursuivre des études supérieures. En cas de réussite dans ces études, et c'est tant mieux, le Luxembourg augmente le nombre de ses universitaires. Dans le cas contraire, le diplôme du technicien ouvre tout de même bien des portes. Hormis ceux sortant de la filière artistique - un choix de vie - tous les techniciens ont trouvé un emploi, et pas des moindres.

ciens mais avec un diplôme de moindre qualité. Ils risquent alors de prendre les places des jeunes qui décrochent le DAP (actuel CATP).

D'ailleurs, la différence de niveau entre le DAP et le DT (diplôme de technicien) est très faible, cette différence est pratiquement indécidable à la lecture du projet de loi, les deux régimes présentant les mêmes conditions d'accès aux études supé-

grande chaîne de supermarchés a affirmé dans une interview à votre confrère du *Jeudi* qu'il n'avait pas besoin de recruter des «philosophes».

Certes. Mais à ne pas donner une bonne et large formation de base à tous les jeunes, on ouvre grand la porte à certains démons idéologiques. C'est aussi un réel danger pour la démocratie.

Repères

TROISVIERGES. Norbert (Norry) Jacobs est né en 1945 à Troisvierges. Il est père et grand-père.

SORBONNE. Après une formation d'instituteur à l'institut pédagogique de Walferdange, il poursuit ses études à Paris (Sorbonne). À partir de 1968, il enseigne comme professeur-stagiaire au centre d'enseignement professionnel au Limpertsbert, l'actuel lycée technique du centre (LTC). En 1971, il y est nommé professeur.

DIRECTEUR. En 1976, Norry Jacobs devient directeur adjoint de l'actuel LTC. À partir de 1984, il entre au ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle comme directeur adjoint à la formation professionnelle. En 1989, Norry Jacobs est nommé directeur du lycée technique des Arts et Métiers, fonction qu'il occupe encore actuellement.

ECHEVIN. Durant 12 ans, Norry Jacobs a assumé la fonction d'échevin de la commune de Steinsel, aux côtés du bourgmestre Jempi Klein. Il a été élu sur la liste du LSAP et est membre du parti socialiste. Donnant priorité à ses activités d'enseignement, il ne s'est jamais présenté sur une liste pour les élections législatives.

CHAMPION. Outre l'enseignement, Norry Jacobs s'est passionné pour le sport automobile. Champion de rallye sur Alfa Romeo dans les années 80, il a encore assumé des fonctions dirigeantes, notamment comme président de l'Écurie du nord, comme co-organisateur du Rallye of Europe (champ. d'Europe) et comme président de la commission sportive de l'Automobile-Club. À ce titre, il a contribué à l'organisation du premier Grand prix de Luxembourg de F1 au Nürburgring.